



lutte ouvrière

**Le capitalisme
nous entraîne
dans la crise et
dans la guerre**

**Pour avoir
la paix, il faut
le renverser!**



Le 18 septembre, à Paris.

Travailleuses, travailleurs,

Chaque jour, nous nous demandons combien il y aura de morts supplémentaires à Gaza. Combien de morts à Kiev en Ukraine ? Combien de disparus au milieu de la Méditerranée, de la Manche, ou au large de Mayotte ? Combien de morts et de déplacés dans l'est du Congo ? Quel nouveau pays va être entraîné dans l'horreur de la guerre ? Quelle nouvelle étape va être franchie vers une guerre mondiale ?

Dans les pays riches, comme ici en France, la barbarie ne prend pas encore le visage de la guerre. Elle prend la forme de l'individualisme, des idées xénophobes et racistes diffusées d'en haut par les politiciens au pouvoir.

Car l'humanité bafouée est aussi à nos portes, sous nos porches, dans nos quartiers. Ce sont des femmes et des hommes brisés par la vie, qui vivent et dorment à la rue, qui parfois meurent de froid au pied d'immeubles vides.

Ce sont des femmes et des hommes qui ont fui la misère ou les guerres et qui ont affronté la mort pour rallier les pays riches, avec l'espoir d'apporter une vie meilleure à leur famille. Arrivés ici, ils sont exploités sur des chantiers et traités comme des indésirables, forcés de vivre sous les ponts ou entre deux bretelles d'autoroute.

Et c'est la guerre sociale, ce mépris contre les travailleurs licenciés et jetés au chômage et dans la pauvreté dès que les perspectives de profits s'amointrissent.

Pendant ce temps, les riches dilapident des fortunes dans des yachts et autres caprices de luxe. Depuis que Macron est arrivé au pouvoir, les 500 plus grandes fortunes du pays ont doublé leur patrimoine. Le contraste est aussi saisissant que révoltant !

Pour accumuler toujours plus de profits, les capitalistes sont prêts à détruire les emplois, ruiner des régions entières, appauvrir les classes populaires, détruire l'environnement. Et ils trouvent le soutien inconditionnel des gouvernements qui se succèdent au pouvoir.

Sous prétexte d'économiser plusieurs dizaines de milliards dans le budget de l'État, Lecornu, qui a succédé à Bayrou, s'apprête à réduire encore notre accès à la santé, l'accès de nos enfants à l'éducation, à nous faire travailler plus en rallongeant le temps de travail ou en reculant l'âge de la retraite, à bloquer les pensions ou à réduire encore les indemnités de chômage.

Les sacrifices et les privations aujourd'hui avec la guerre économique; les souffrances et la mort demain avec la guerre militaire: voilà l'avenir que nous préparent les dirigeants du monde capitaliste.

Allons-nous les laisser faire? Allons-nous continuer à les laisser décider de ce qu'ils produisent et ne produisent pas, où et comment?

La situation exige de s'opposer aux décisions du grand patronat, des financiers et des capitalistes. Elle exige de contester leur pouvoir de diriger la société et de nous emmener vers le précipice.

Gaza City, en février 2025.



DAMOU ABU ALKAS REUTERS

Derrière les politiciens, les capitalistes sont les vrais maîtres de la société

Au pouvoir, Macron et ses Premiers ministres successifs nous portent les coups avec suffisance et mépris. Ils suscitent un rejet voire une haine bien légitimes parmi les travailleurs. Beaucoup attendent avec impatience qu'ils « dégaient ».

Mais les politiciens qui aspirent à les remplacer, les Le Pen ou Bardella d'un côté, les Faure, Mélenchon ou Ruffin de l'autre, ne valent pas mieux. Ils s'agitent en prétendant qu'avec eux, nos intérêts seraient mieux défendus et notre avenir meilleur. Mensonges !

Ces responsables politiques sont capables de s'indigner quand des grands groupes comme Sanofi ou ArcelorMittal suppriment des emplois. Ils peuvent promettre qu'ils taxeront un peu les grandes fortunes. Mais dès qu'ils accèdent au pouvoir, ils s'empressent, sous prétexte de défendre les « intérêts de la France », de renier ce qu'ils affirmaient la veille. On l'a vu tant de fois avec Mitterrand, Jospin ou Hollande.

Ils prétendent tous défendre la paix, mais soutiennent les marchands d'armes et la hausse du budget militaire.

Ce qu'ils appellent « les intérêts de la France », ce sont toujours les intérêts des capitalistes français. Tous se soumettent à la domination des grandes familles bourgeoises, qui contrôlent l'économie au travers de leurs trusts industriels et financiers.

Car les véritables maîtres de la société sont ceux qui détiennent les capitaux. Les députés, les ministres ou même le président ne sont que leurs serviteurs zélés.

Quelques milliardaires, comme les français Bernard Arnault ou Rodolphe Saadé, les américains Elon Musk ou Jeff Bezos, quelques milliers de capitalistes dans le monde, ont plus de poids sur l'économie que les présidents élus, y compris celui des États-Unis. Ils possèdent les grandes entreprises de production, de transports, de distribution, et surtout les banques.



Macron et son maître Bernard Arnault.

Notre vie, nos emplois, nos salaires, nos horaires de travail, nos jours de congé et même notre santé dépendent bien plus des patrons qui exploitent notre travail que des députés qui votent les lois.

Quand les capitalistes ne vont pas eux-mêmes directement à la tête de l'État, comme Donald Trump, ils dictent leurs exigences aux gouvernements. Ils exigent que les budgets des États soient mis à leur disposition et les droits des travailleurs amputés.

Tant que la grande bourgeoisie régnera sur la société, elle continuera d'imposer du sang et des larmes aux travailleurs, et tous les gouvernements à son service l'y aideront. Pour changer notre sort, c'est la dictature de ces capitalistes qu'il faut renverser.

Les capitalistes nous mènent une guerre sociale, imposons nos exigences !

Sous prétexte de la concurrence, de la crise économique ou de l'incertitude sur l'avenir, des entreprises, y compris des grands groupes comme Michelin, ArcelorMittal ou Casino, ferment des usines, des magasins ou suppriment des emplois.

Il y aurait 400 plans de licenciements en cours dans le pays. Avec les sous-traitants, les intérimaires, les prestataires, cela représente 200 000, peut-être 300 000 travailleurs menacés de perdre leur gagne-pain.

De nouveaux contingents de travailleurs sont jetés au chômage alors que dans nombre d'entreprises, sur chaque poste de travail, il y aurait du travail pour deux.

Face à cette saignée d'emplois, il faut recenser les besoins.

Combien d'embauches faut-il dans tel ou tel atelier ? Quel temps de travail pour ne pas finir sur les rotules ? Si nous demandions aux salariés des hôpitaux, des Ehpad, de l'éducation, des transports publics, d'établir une liste des embauches dont ils auraient besoin, on arriverait à des centaines de milliers d'emplois à créer tout de suite !

Pour que personne ne soit condamné au chômage, il faut imposer de répartir le travail entre tous afin de baisser le temps et la charge de travail pour permettre à tous d'avoir un emploi et un salaire.

Mais avoir un emploi et un salaire ne protège pas des fins de mois difficiles voire de la misère. De plus en plus de salariés sont payés au Smic, c'est-à-dire 1 426 € net par mois. Alors que les prix, ceux des fruits et légumes, de l'énergie, des assurances, continuent de grimper, pour des millions de travailleurs, la vie est de plus en plus difficile et l'avenir incertain.

Face aux prix qui flambent, face aux fins de mois de plus en plus difficiles, nous devons formuler nos besoins et nos revendications.

Quand nous discutons entre nous de ce qu'il faut pour vivre, tout

le monde convient qu'il faudrait 300, 400, 500 € d'augmentation, et que 2 000 € de salaire net est un minimum. Eh bien cela doit être nos exigences !

Et les salaires doivent suivre la hausse des prix. Pas l'inflation officielle, qui sous-estime toujours la réalité, mais la hausse réelle que nous constatons nous-mêmes au supermarché ou à la pompe à essence.

Nous devons exiger une augmentation massive des salaires et leur indexation sur la hausse des prix. C'est ce que l'on appelle l'indexation des salaires sur l'inflation : quand les prix montent, notre salaire, les allocations ou les pensions doivent monter.

Aucun politicien ne prendra ces mesures de bon sens. Seuls les travailleurs unis pourront les imposer. Si nous ne voulons pas être sacrifiés, il faut que nous, les travailleurs, retrouvions la volonté d'agir !



Leur campagne xénophobe et raciste, une attaque contre tous les travailleurs

Pour faire oublier la responsabilité des capitalistes dans la destruction des emplois, l'appauvrissement des classes populaires et le pourrissement de la société, les ministres et leurs concurrents, relayés par tous les perroquets des médias, alimentent une campagne raciste et xénophobe permanente.

Le moindre fait divers est mis sur le dos des étrangers, des travailleurs immigrés ou de leurs descendants, surtout s'ils sont musulmans !

Et ce ne sont pas que des mots. Ce sont des lois, des décrets qui pourrissent la vie des travailleurs vivant à cheval sur deux pays.

À force de réduire les possibilités de renouvellement de titres de séjour, des dizaines de milliers de travailleurs, qui étaient en règle, se retrouvent sans papiers et perdent leur travail. Ils sont alors contraints d'accepter des emplois non déclarés et sous-payés.

Pourtant, aucun hôpital, aucune usine, aucun chantier ne peut tourner sans les millions de femmes et d'hommes d'origine étrangère qui travaillent dur pour un salaire dérisoire. S'en prendre à eux, c'est s'en prendre à des travailleurs qui se lèvent tôt pour gagner leur vie dans les métiers les plus pénibles et les plus mal payés. C'est s'en prendre à nos frères d'exploitation.



5

Cette campagne permanente contre l'immigration affaiblit le camp des travailleurs en le divisant. Mais en plus, elle conforte les racistes et pousse les plus violents à passer aux insultes, aux coups et au meurtre.

Ainsi Aboubakar Cissé, Malien de 23 ans, a été poignardé dans une mosquée du Gard ; Hichem Miraoui, coiffeur tunisien de 46 ans, a été abattu par son voisin dans le Var. Voilà où mène la campagne xénophobe, raciste et antimusulmane que la droite et l'extrême droite servent depuis des mois !

Même le combat contre l'antisémitisme leur sert à attiser la haine et à diviser les travailleurs entre eux car le gouvernement ne cesse de traiter d'antisémites ceux qui s'opposent à la politique d'extermination menée par Netanyahou à Gaza.

Bien sûr, combattre l'oppression d'Israël sur les Palestiniens ne doit pas conduire à assimiler tous les Israéliens ou tous les Juifs aux bourreaux de Tel-Aviv. Tout comme il est stupide d'assimiler les travailleurs d'ici à Macron, les Algériens au régime de Tebboune ou les Marocains au roi Mohammed VI.

Ne tombons pas dans ce piège ! Ne laissons pas le patronat utiliser nos différences de couleur de peau, de culture, de religion ou d'idées pour opprimer davantage tel ou tel, c'est-à-dire pour nous diviser.

Refusons de nous barricader contre des travailleurs plus pauvres que nous. Refusons de nous recroqueviller chacun dans notre prétendue communauté.

À l'inverse, la perspective doit être de nous battre tous ensemble pour défendre nos intérêts de travailleurs.

La seule façon de nous en sortir est de nous rassembler derrière nos revendications d'exploités et de faire bloc contre la classe capitaliste, ses larbins politiques et son système qui pourrait toute la société.

Guerre commerciale et protectionnisme : ne marchons pas !

Avec ses annonces spectaculaires sur la hausse des droits de douane contre la planète entière, et même s'il a fait marche arrière à plusieurs reprises, Trump a donné un coup d'accélérateur à la guerre commerciale.

Celle-ci n'a jamais cessé. Elle est inséparable du capitalisme. Mais la plus grande puissance économique mondiale a pris l'initiative de faire monter d'un cran les tensions commerciales.

La guerre commerciale est toujours payée par les travailleurs, à qui on impose d'être plus compétitifs en travaillant plus dur, et par la population qui paie la hausse de toutes les dépenses du quotidien.

Le repli protectionniste, même quand il est défendu au nom du produire local, pour la défense de l'environnement ou de l'emploi, est une impasse. Aucun pays au monde ne vit en autarcie et n'est autosuffisant, pas même les États-Unis !

Des entreprises américaines, comme General Motors, sont installées au Mexique. Des milliers d'autres travaillent avec des sous-traitants basés au Mexique ou au Canada. Les pièces font parfois plusieurs allers-retours à travers la frontière. La même interdépendance existe entre les États-Unis, la Chine et l'Union européenne.



Une usine Tesla, propriété d'Elon Musk, à Shanghai.

Les annonces de Trump ont provoqué un recul des exportations chinoises vers les États-Unis et un ralentissement du commerce international. La guerre commerciale menace de se transformer en crise économique avec un recul de la production mondiale.

Dans l'enchevêtrement de l'économie mondiale, faire croire que chaque pays peut être souverain économiquement est pur mensonge et démagogie.

Tous les gouvernements du monde tentent de réagir aux mesures américaines, chacun pour le compte de ses capitalistes. Tous participent ainsi à l'aggravation de la guerre commerciale.

En France, les dirigeants politiques, de Le Pen à Roussel, Faure ou Glucksmann, Ruffin ou Mélenchon, en passant par Macron, nous rabâchent qu'il faut nous battre pour l'industrie française. C'est aussi la politique prônée par les confédérations syndicales, à commencer par la CGT, qui se vante d'avoir des plans pour réindustrialiser la France et assurer sa souveraineté.

Cela revient à nous faire serrer les rangs derrière nos capitalistes, c'est-à-dire nos exploiters.

Comment croire que les profits gagnés dans la guerre commerciale par Michelin, Stellantis, Sanofi, Dassault ou Thales bénéficieraient aux travailleurs quand ces groupes florissants suppriment des emplois et imposent des conditions de travail toujours plus dures ?



Nous faire croire que nos intérêts sont les mêmes que ceux de notre patron, c'est nous forcer à accepter tous les diktats des capitalistes : leur refus de payer des impôts ou leur rejet des réglementations sociales et environnementales qui, à leurs yeux, ne sont que des entraves à la compétitivité du pays.

Cette guerre économique n'est pas la nôtre, refusons d'en être la chair à profits ! Il y a un autre choix : nous battre contre la domination patronale pour en finir avec la mise en concurrence des travailleurs et avec cette guerre commerciale qui détruit les hommes et la planète.

Moyen-Orient, Ukraine, Afrique: des guerres de l'impérialisme

Beaucoup d'entre nous sont effarés par l'intensification des guerres, qui frappent de plus en plus de pays et qui menacent de se transformer en une nouvelle guerre mondiale.

Ces guerres ne sont ni des malédictions tombées du ciel, ni le résultat de rivalités ancestrales, ni des guerres de religion ! Elles sont le produit des manœuvres incessantes des grandes puissances pour maîtriser les routes commerciales et piller les matières premières indispensables à l'économie capitaliste. Les principaux responsables en sont les dirigeants de l'impérialisme.

La guerre qui ravage l'est de la République démocratique du Congo a tué au moins six millions d'enfants, de femmes et d'hommes depuis 30 ans. Elle a pour cause principale la rivalité entre les grandes compagnies minières ou pétrolières pour accéder aux ressources du Congo.

Cette guerre n'a cessé d'être entretenue par les puissances européennes, dont l'État français directement complice du génocide de 1994 dans le Rwanda voisin.



*Les habitants de Goma,
en République démocratique du Congo,
fuient la ville après sa prise
par le groupe armé M23, en février 2025.*

THOMAS MUKOYA REUTERS

En Ukraine, le cynisme avec lequel Trump a tendu la main à Poutine pour discuter du dépeçage du pays montre que cette guerre n'avait rien à voir avec la défense d'un peuple agressé par son puissant voisin.

Si des centaines de milliers d'Ukrainiens et de Russes sont morts, blessés ou mutilés, si les infrastructures ukrainiennes ont été détruites, si la population devra rembourser pendant plusieurs générations des centaines de milliards de dollars de dette, c'est pour savoir qui, des capitalistes occidentaux ou des oligarques russes, profitera des minerais ou des terres agricoles fertiles de l'Ukraine.

Quant aux dirigeants européens, Macron en tête, ils continuent à jouer les défenseurs des « valeurs démocratiques » et à grenouiller pour être admis dans les négociations sur l'avenir de l'Ukraine et avoir, eux aussi, leur part du gâteau.



YEVIHENII ZAVHORODNII REUTERS

Soldats ukrainiens.

En Palestine, la responsabilité des dirigeants américains et européens dans l'extermination en cours des Gazaouis est écrasante.

Bien sûr, ce sont Netanyahu, ses ministres d'extrême droite ou suprémacistes juifs, et les chefs de l'armée israélienne qui massacrent et affament les Palestiniens et qui ont transformé Gaza en un tas de gravats et un cimetière géant.

L'attaque du Hamas le 7 octobre 2023 a créé un choc dont les dirigeants israéliens se sont servis pour souder la population derrière eux. Elle a été un prétexte pour lancer la destruction de Gaza et tenter d'en chasser les habitants, et pour accélérer leur politique de purification ethnique et de colonisation en Cisjordanie.

Israël est aujourd'hui en guerre contre tous ses voisins, le Liban, la Syrie, le Yémen, l'Iran... L'armée israélienne a même frappé Doha, la capitale du Qatar, pays pourtant allié militaire des États-Unis.

Cette fuite en avant guerrière – qui menace toute la région et le monde entier d'un embrasement – ne serait pas possible sans le soutien inconditionnel des dirigeants de l'impérialisme, qui fournissent les armes et l'argent, en plus du soutien politique.

Ces dirigeants prétendent agir au nom du droit à la sécurité d'Israël et de la défense des Juifs. Mais leur seule préoccupation est d'avoir, au Moyen-Orient, une armée suréquipée, aguerrie et soutenue par toute une population, pour contrôler cette région riche en pétrole et stratégique pour le commerce.

Ce sont les grandes puissances qui ont tracé des frontières artificielles entre le Liban, la Syrie, la Palestine, l'Irak, la Jordanie. Ce sont elles qui ont dressé les peuples les uns contre les autres, Israéliens contre Palestiniens, Arabes contre Kurdes, majorité sunnite ou chiite contre minorités chrétienne, druze, alaouite.

Alors, il n'y a rien à attendre des grandes puissances et de leur prétendu droit international qui ne leur sert que lorsqu'il va dans le sens de leurs intérêts.

Le seul gage d'avenir est dans la révolte des opprimés contre les dirigeants de l'ordre impérialiste. Les lueurs d'espoir sont dans ces



Manifestation à Tel-Aviv, en Israël, le 22 mai 2025.

jeunes Israéliens qui refusent d'être les bourreaux des Palestiniens. Elles sont dans tous ceux qui se mobilisent contre le génocide à Gaza.

Pour sortir de la guerre permanente, il n'y a qu'une voie, aller vers une fédération socialiste des peuples du Moyen-Orient au sein de laquelle tous seraient égaux et auraient les mêmes droits.

Cela ne peut venir que d'un soulèvement des peuples de la région contre leurs dirigeants. Mais cela suppose que nous, ici, refusions de marcher derrière nos propres dirigeants, principaux responsables du chaos au Moyen-Orient, et que nous les empêchions d'agir.

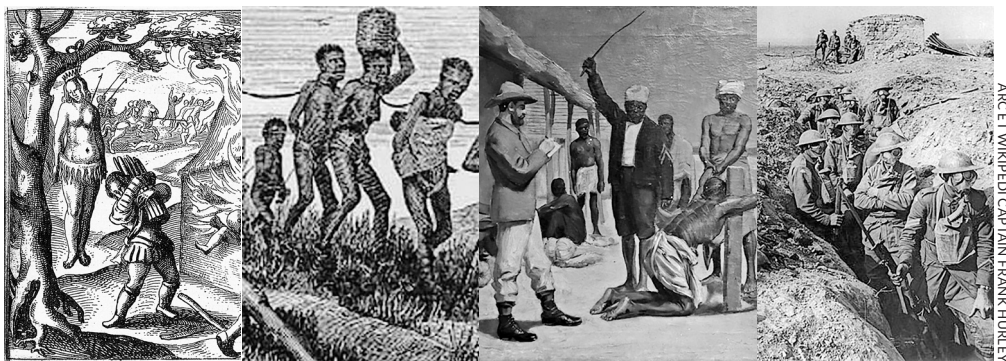
Le capitalisme nous entraîne vers une guerre générale

Ne croyons pas que les bombes et les massacres soient réservés aux Ukrainiens, aux Palestiniens, aux Congolais, aux Soudanais ! Chaque nouvel épisode de la guerre au Moyen-Orient, ou dans d'autres régions du monde, est une étape dans la marche vers une guerre plus générale.

En juin 2025, la décision américaine de bombarder l'Iran, venant appuyer et relayer l'offensive israélienne, a montré comment le monde peut très vite basculer dans la guerre.

Et cette menace ne résulte pas de la personnalité de Trump, celui qui a été porté à la tête du pays le plus puissant du monde et se comporte en chef mafieux prêt à braquer le monde entier. Trump n'est pas fou. Il est le vrai visage du capitalisme, le visage cynique et belliqueux de l'impérialisme.

Le capitalisme est né dans l'oppression, la boue et le sang. Il s'est développé grâce aux massacres perpétrés par les conquistadors en Amérique, à la traite esclavagiste, au pillage colonial généralisé et aux guerres. Et il vieillit en plongeant l'humanité dans la barbarie.



Massacre des Amérindiens, esclavage, colonisation, guerres mondiales.

Plus le capitalisme se survit, plus les moyens de production se développent, plus les capitaux s'accumulent dans un monde devenu trop étroit pour eux, et plus les capitalistes s'affrontent sans merci pour accéder aux marchés ou à tous les produits de l'activité humaine qui rapportent.

Des secteurs aussi vitaux que la santé, l'éducation, l'eau potable sont soumis à la loi du marché et à la recherche de rentabilité. Le capital vampirise jusqu'à la dernière goutte de sang pour la transformer en profit.

Pas un seul kilomètre carré de terre, pas un seul fleuve, pas un seul océan n'échappe à l'appétit des capitalistes et à leurs rivalités pour en prendre le contrôle. Même Mars et le fond des océans sont convoités.

L'économie capitaliste est internationale. C'est une grande chaîne de production unique par-delà les frontières. Mais les groupes capitalistes sont nationaux, liés à des États séparés et concurrents. Cette réalité absurde mène inexorablement à un engrenage guerrier mortel.

Tous les États de la planète se réarment à marche forcée, parce que tout pays qui veut tenir sa place dans ce système se doit de montrer ses muscles et de se préparer à faire la guerre.

Leur guerre n'est pas celle des travailleurs. Affirmons comme le révolutionnaire Karl Liebknecht en 1914: « *L'ennemi principal est dans notre propre pays!* »

La seule façon d'en finir avec ces guerres, c'est de mettre fin à l'impérialisme, c'est-à-dire de renverser le capitalisme à l'échelle du monde. Alors si nous voulons la paix, il faut préparer la révolution!



Refusons de nous sacrifier pour leur guerre!

« *Il faut se préparer à se défendre et faire la guerre si nous sommes attaqués* », nous disent Macron et Lecornu, ex-ministre des Armées devenu Premier ministre.

Mais qui nous attaque aujourd'hui ? Qui attaque nos retraites, nos salaires, nos conditions de vie ? Les hôpitaux ne sont pas détruits par des bombes russes ! Ils sont démolis de l'intérieur par notre propre gouvernement. Et c'est à lui, à ces politiciens qui passent leur temps à nous faire reculer, qu'il faudrait faire confiance ? C'est à eux qu'il faudrait s'en remettre si le pays était attaqué ?

Tant que la population travailleuse ne peut pas contrôler l'armée et ses officiers, tant qu'elle ne peut pas décider elle-même si une guerre mérite d'être menée, il faut refuser de marcher !

Si le gouvernement, l'armée et l'État de la bourgeoisie veulent nous embrigader, ce sera pour que l'on meure pour leurs profits ! Ce sera pour que l'on défende leur ordre impérialiste infâme, meurtrier et barbare. Comme l'a si bien formulé Anatole France après la boucherie de la Première Guerre mondiale : « *On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels et les banquiers.* »

Nous ne sommes pas encore sous les bombes et nos enfants ne sont pas au front, mais nous payons déjà pour la guerre. En 2017, le budget de la défense était de 32 milliards. Il est aujourd'hui de 50 milliards et il doit monter à 70 et peut-être même à 100 milliards en 2030.

Un peu partout l'État subventionne des entreprises qui fabriquent de la poudre, des obus, des armes. Il a demandé au constructeur automobile Renault de fabriquer des drones militaires pour l'Ukraine... Voilà ce qu'est la réindustrialisation quand elle est décidée par l'État de la bourgeoisie ! Et contrairement aux déclarations de certains dirigeants syndicaux et politiques, il n'y a pas à s'en réjouir !

Les économies que le gouvernement veut nous imposer vont passer dans l'achat d'engins de mort. Dans l'embrigadement de nos enfants. Nous manquons d'hôpitaux, mais nous aurons des chars

d'assaut. Nous manquons de logements, de Canadair, mais nous aurons des Rafale !

Si la défense de la patrie était vraiment la préoccupation des dirigeants, pourquoi laissent-ils les marchands d'armes accumuler des profits records ? Pourquoi ne leur imposent-ils pas de fabriquer leurs engins à prix coûtant ? Il faut imposer le contrôle des travailleurs sur les comptes des entreprises d'armement. Il faut réquisitionner les profits des marchands d'armes pour financer les écoles et les hôpitaux.

Refusons de sacrifier les écoles, les hôpitaux et les services utiles à la population pour engraisser les marchands d'armes !

Refusons l'unité nationale derrière les dirigeants irresponsables qui emmènent la société vers la barbarie et derrière les généraux dévoués aux industriels et aux banquiers !

La lettre d'Anatole France, publiée dans L'Humanité le 18 juillet 1922.

UNE LETTRE D'ANATOLE FRANCE

**« On croit mourir pour la patrie
on meurt pour des industriels »**


Cher citoyen Cachin,

Je vous prie de signaler à vos lecteurs le récent livre de Michel Corday, les *Hauts Fourneaux*, qu'il importe de connaître.

On y trouvera sur les origines et la conduite de la guerre des idées que vous parlerez et qu'on connaît encore trop mal en France : on y verra, notamment (ce dont nous avions déjà tous deux quelque soupçon) que la guerre mondiale fut essentiellement l'œuvre des hommes d'argent : que ce sont les hauts industriels des différents Etats de l'Europe qui, tout d'abord, la voulurent, la rendirent nécessaire, la firent, la prolongèrent. Ils en firent leur état, mirent en elle leur fortune, en tirèrent d'immenses bénéfices et s'y livrèrent avec tant d'ardour, qu'ils ruinèrent l'Europe, se ruinèrent eux-mêmes et disloquèrent le monde.

Ecoutez Corday sur le sujet qu'il traite avec toute la force de sa conviction et toute la puissance de son talent.

— « Ces hommes-là, ils ressemblent à leurs hauts fourneaux, à ces tours féodales dressées face à face le long des frontières, et dont il faut sans cesse, le



ANATOLE FRANCE

ARC

Retrouver la conscience de notre force

Aujourd'hui, si la bourgeoisie et ses politiciens les plus réactionnaires mènent la danse à l'échelle internationale, c'est que nulle part, les travailleurs ne se battent en pesant sur la vie politique.

Des États-Unis à la Chine en passant par l'Égypte, l'Iran ou le Bangladesh, il y a des grèves ouvrières. Mais ces grèves dépassent rarement le terrain économique, celui des salaires ou de la vie chère.

Pour changer la donne, la classe des travailleurs – les ouvriers, employés, techniciens, conducteurs, maçons, magasiniers, infirmiers, enseignants, dockers, marins, ingénieurs – doit renouer avec la conscience qu'elle représente une force collective immense; la conscience qu'elle doit contester le droit de la classe capitaliste à imposer ses diktats sur toute la société; la conscience qu'elle doit arracher les moyens de production aux capitalistes pour les mettre au service de tous.

Un objectif aussi vaste peut sembler inatteignable à une époque où même s'organiser à l'échelle d'un pays est compliqué. Pourtant cette conscience de classe existait dans le passé.

Elle avait été diffusée par des militants politiques, ouvriers ou intellectuels, regroupés dans des partis et des Internationales. Il y a plus d'un siècle, les militants du Parti socialiste puis ceux du Parti communiste, à travers des luttes petites ou grandes, gagnées ou perdues, avaient fait émerger cette conscience au sein du monde du travail.

Mais en s'intégrant dans l'État et ses institutions, les partis de gauche et les organisations syndicales ont démolì cette conscience. Ils ont remplacé l'idée que la société est divisée en classes sociales par des mots creux sur le peuple, la nation, la démocratie ou les valeurs républicaines.

Ils ont remplacé la lutte de classe par la seule perspective électorale, le vote utile et la recherche d'un « sauveur suprême ».

Ils ont remplacé la méfiance instinctive des exploités envers la

police, les juges et tout ce qui vient de l'État par des illusions sur la loi, le droit du travail, la négociation et les accords donnant-donnant.

Ils ont remplacé l'internationalisme par le nationalisme, le drapeau rouge par le drapeau bleu-blanc-rouge.

Finalement, le RN n'a eu qu'à récolter les fruits de cette évolution. Et c'est ainsi qu'un parti d'extrême droite, un parti ouvertement patronal, a fini par incarner le changement aux yeux d'une partie des ouvriers.

Il est urgent de retrouver cette conscience que la société est divisée en deux classes sociales antagonistes et pas en blocs électoraux qui tous défendent le système capitaliste. Il est urgent que le monde du travail retrouve la conscience qu'il doit prendre lui-même le pouvoir.

C'est la seule voie pour que l'humanité maîtrise son économie, la planifie consciemment pour répondre aux besoins de tous et pour assurer l'avenir de la planète !



Le congrès de fondation du Parti communiste, à Tours, en décembre 1920.

L'avenir est au communisme

Le capitalisme en crise entraîne le monde vers la barbarie. Il détruit la planète et le climat. Il menace l'humanité d'une nouvelle guerre mondiale.

Mais cet avenir-là n'est pas une fatalité! Nous ne sommes pas condamnés à subir éternellement ce système fou dont ceux qui le dirigent ont pour seule morale: «*Après-moi le déluge!*»

Un autre monde est possible, et c'est à nous de le construire.

Toutes les richesses sont produites par le travail collectif de millions de travailleurs du monde entier, reliés les uns aux autres par-delà les frontières. Et pourtant les entreprises restent entre les mains des capitalistes, qui décident seuls de ce qu'on produit, dans quelles conditions, dans le seul but d'accumuler toujours plus de capitaux.



Chaîne de logistique d'un entrepôt d'Amazon.

Si les travailleurs prenaient eux-mêmes le contrôle de ces formidables moyens de production, ils pourraient les utiliser pour satisfaire les besoins vitaux de la population.

Tous les instruments pour recenser les besoins de l'humanité, gérer la production, le transport, la répartition, existent déjà. Amazon, Google mais aussi TotalEnergies, Michelin ou encore les grandes banques déploient des instruments perfectionnés de recensement, de prévisions, d'organisation, de rationalisation.

Pour que tous ces moyens cessent d'être exclusivement des machines à produire du profit tout en conduisant à la guerre et en détruisant les hommes et la planète, il faut en prendre le contrôle et les mettre en commun.

Il faut exproprier les propriétaires de ces grands groupes construits sur l'exploitation des travailleurs du monde entier. Cela implique de renverser l'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire l'armée, la police, la justice, les préfetures et autres institutions qui servent à défendre par tous les moyens les intérêts des industriels et des banquiers.

Cela ne pourra pas se faire avec un simple bulletin de vote, à travers des élections. Cela nécessitera des révoltes profondes, des révolutions sociales, dirigées par la classe des travailleurs, qui produit toutes les richesses sans pouvoir en profiter.

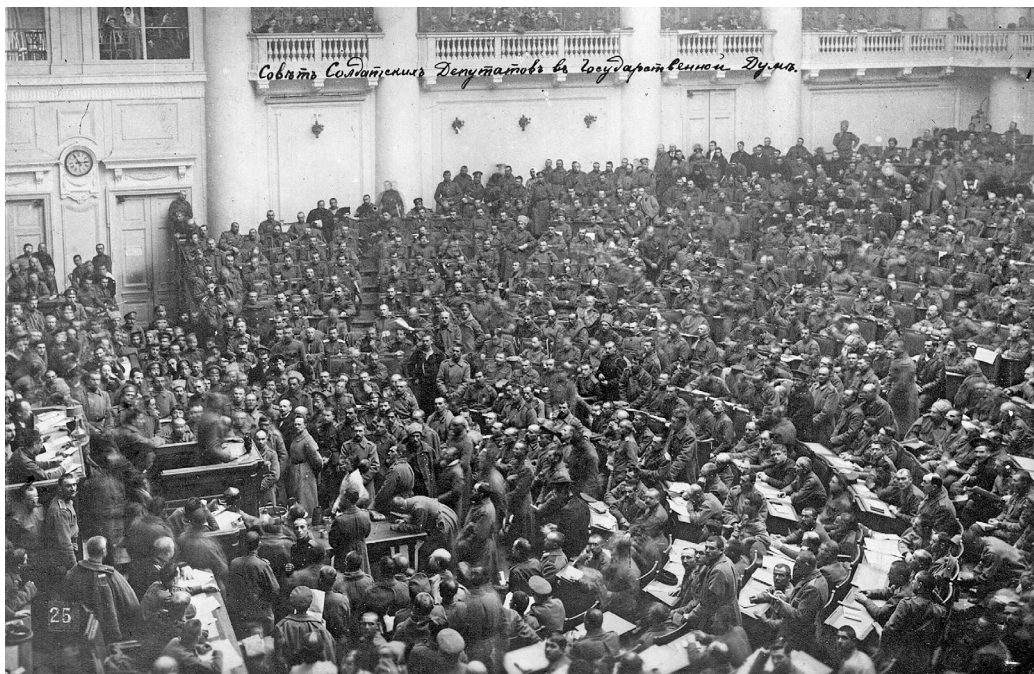
La classe ouvrière a montré sa force à de multiples occasions dans le passé. Elle a su mener de grandes luttes, des grèves générales, des insurrections et même des révolutions. Elle a fait la preuve qu'elle était capable de prendre le pouvoir en Russie en 1917, en pleine guerre mondiale, et d'ébranler le monde capitaliste. Elle doit renouer avec ce passé.

En prenant le pouvoir, le prolétariat pourra gérer de façon collective les usines, les magasins, les banques. Il unifiera les comptabilités, mettra en commun les procédés industriels, les décisions, pour que la société puisse établir un plan de production et contrôler son exécution.

À la propriété privée d'une toute petite minorité de capitalistes, il faut opposer la perspective de la collectivisation des grands moyens de production et des banques.

Au pouvoir politique de la classe bourgeoise, il faut opposer le pouvoir des travailleurs.

Au capitalisme, il faut opposer la perspective révolutionnaire du communisme.



Une assemblée du soviet de Petrograd, en 1917.

Construire un parti communiste, révolutionnaire, internationaliste

La crise économique et l'instabilité politique engendreront tôt ou tard des explosions sociales qui ouvriront d'immenses possibilités pour la classe ouvrière.

Mais des révoltes, même déterminées, ne suffisent pas à changer profondément l'ordre social en place. Elles pourront être canalisées par des forces réactionnaires, des mouvements fascistes qui les emmèneront dans des impasses sanglantes. Dans tous les pays, des politiciens cherchent à détourner la colère des classes populaires appauvries et méprisées par l'État contre leurs frères de misère venus des pays voisins ou lointains.

À l'inverse, les révoltes, si elles sont dirigées par un parti révolutionnaire, c'est-à-dire un parti qui n'aspire pas à trouver une place dans le système mais qui vise à le renverser, peuvent déboucher sur un changement durable de la société.



Meeting de Nathalie Arthaud, à la Fête annuelle de Lutte ouvrière, en juin 2025.

Une course de vitesse est engagée.

C'est pourquoi il est vital que tous ceux qui n'acceptent pas l'ordre social en place et veulent le renverser se regroupent dès maintenant.

Les travailleurs ont besoin d'un parti à eux. Pas un parti destiné à fournir des ministres pour gérer l'État de la bourgeoisie, mais un parti qui se prépare à le renverser ; un parti qui affirme que celles et ceux qui font fonctionner la société doivent la diriger.

Il faut regrouper dans un parti des travailleurs de toutes nationalités et origines, derrière un programme défendant leurs intérêts quotidiens et combattant pour le renversement du capitalisme. Il faut reconstruire un parti qui porte la perspective communiste.

Nous ne repartons pas de zéro. Nous héritons de deux siècles d'existence d'un mouvement ouvrier riche de luttes, de succès et d'erreurs, de grandes victoires et d'échecs graves.

Ce parti, ce sont d'abord des travailleurs conscients qui prennent l'habitude de se réunir, dans leur entreprise, leur quartier, pour discuter de leurs affaires, pour examiner tous les événements, toutes les crises politiques en se demandant à chaque fois : où sont nos intérêts ?

Dans les mois à venir, les prochaines échéances électorales vont fournir une occasion de regrouper les travailleurs qui veulent affirmer que la société est divisée en deux camps, que le camp des travailleurs ne peut compter que sur lui-même pour défendre ses intérêts et qu'il doit se battre pour changer toute la société.

Les élections ne permettent pas de changer la vie, mais elles sont une occasion de faire entendre cette voix et ces perspectives un peu plus largement. C'est pourquoi Lutte ouvrière se présente chaque fois que les travailleurs sont appelés à s'exprimer par le vote.

C'est encore ce que nous ferons lors des élections municipales prévues au printemps 2026. Celles-ci peuvent permettre de constituer, dans le maximum de communes du pays, des listes « Lutte ouvrière – le camp des travailleurs ». Ces listes seront indépendantes des partis qui se disputent pour gérer les affaires de la bourgeoisie.

Elles seront constituées de femmes et d'hommes du monde du travail qui savent ce que signifie vivre avec des petits salaires; de femmes de d'hommes qui ne se résignent pas à l'évolution réactionnaire de la société; de femmes et d'hommes qui reprennent à leur compte les paroles de « L'Internationale », « *Ni dieu, ni César, ni tribun, producteurs sauvons-nous nous-mêmes* », parce qu'ils ont compris que les travailleurs ne pourront compter que sur eux-mêmes pour changer leur sort et offrir un avenir à toute la société.

Vous pouvez nous aider à constituer ces listes dans votre commune et ainsi à construire ou renforcer le parti communiste, révolutionnaire et internationaliste qui manque à notre classe.

Alors, aidez-nous à construire ce parti, contactez-nous, rejoignez-nous!

Septembre 2025



Dans le stand de Lutte ouvrière à la fête de L'Humanité, en septembre.

Sommaire

Travailleuses, travailleurs,	1
Derrière les politiciens, les capitalistes sont les vrais maîtres de la société.	3
Les capitalistes nous mènent une guerre sociale, imposons nos exigences!	5
Leur campagne xénophobe et raciste, une attaque contre tous les travailleurs	7
Guerre commerciale et protectionnisme : ne marchons pas!	9
Moyen-Orient, Ukraine, Afrique : des guerres de l'impérialisme	12
Le capitalisme nous entraîne vers une guerre générale.	16
Refusons de nous sacrifier pour leur guerre!	18
Retrouver la conscience de notre force	20
L'avenir est au communisme	22
Construire un parti communiste, révolutionnaire, internationaliste.	25



Jean-Pierre Mercier, Nathalie Arthaud et Arlette Laguiller.

Visitez notre site Internet :
www.lutte-ouvriere.org

